

Entre le 16 septembre 2013 et le 16 décembre 2013

« On constate une forme d'oubli, déjà, des évènements japonais. C'est vrai chez nos concitoyens (Français) mais aussi au sein des organisations spécialisées. C'est pour cela que l'ASN ne cesse de rappeler que nous n'en sommes qu'au début du post-Fukushima, et qu'il faudra une dizaine d'années pour en tirer toutes les conclusions ». Propos de P. F. Chevet, Président de l'Autorité de sûreté nucléaire, recueillis et publiés par Enerpresse le 8 novembre 2013. Le même : « A Fukushima, le point le plus marquant, ce sont les 25 km de zone où l'habitat est en état mais qui ne pourra pas être réutilisé dans les dizaines d'années à venir ».

Une contribution d'un camarade de Sud PTT, qui suit de près sur le terrain les conséquences de Fukushima, accompagne opportunément cette Chronique. Ce militant a par ailleurs questionné des syndicalistes japonais sur la solidarité syndicale, après le tsunami. Nous reviendrons dans la prochaine Chronique sur sa contribution concernant les déplacés et leurs conditions de vie.

Méga partie de mikado en cours dans la piscine 4 !

On se rappelle que la piscine placée au-dessus du réacteur 4 avait été sérieusement ébranlée lors de l'explosion d'hydrogène, en mars 2011, qui avait soufflé le bâtiment du réacteur 3. La piscine 4 contient 1 331 assemblages de combustible usé qui étaient en train de refroidir tranquillement lors du séisme et 202 tout neufs, en attente d'être enfournés dans le réacteur 4. Le tout représente un poids très important, d'où l'urgence de retirer cette charge radioactive en équilibre précaire. Car même si Tepco avance que l'édifice peut faire face à un gros séisme, la crédibilité de la compagnie est, elle aussi, fortement ébranlée ! Il faut donc retirer tous ces assemblages, baignant actuellement dans une eau maintenue à 26°C par un système précaire de circulation d'eau en activité provisoire depuis 2 ans et demi. Pour compléter le tout, des débris de l'explosion parsèment la piscine et ont endommagé en partie le combustible.

La partie de mikado met en œuvre une grue spéciale télécommandée. Pour démarrer la partie, on a immergé dans la piscine un caisson cylindrique de bonnes dimensions destiné à recevoir 22 assemblages, caisson qui est ensuite transporté en camion et déchargé lentement, sans qu'un assemblage soit hors d'eau, dans une piscine dite commune, plus sûre, distante d'une centaine de mètres. La partie est maintenant en cours depuis la mi-novembre, débutant par l'enlèvement des 202 assemblages neufs qui, au dire des experts, devraient poser moins de problèmes. Les travaux se déroulent le jour, les nuits étant réservées au nettoyage des débris du bâtiment 3 qui restent encore dans la piscine...

Fuites par ci, débordements par là...

Dans la Chronique précédente, on relatait les fuites estivales des grands réservoirs où est stockée l'eau résultant des boucles temporaires de refroidissement des réacteurs, après traitement visant à retenir les césiums radioactifs, et réinjection dans la boucle de cette eau partiellement décontaminée.

Le 2 octobre, la compagnie Tepco déclarait une fois de plus : « nous sommes désolés de devoir annoncer une nouvelle fuite », ajoutant sobrement « on ne peut pas écarter l'hypothèse d'un écoulement au-delà de la zone des réservoirs, vers l'océan ». A la louche, quelques 430 litres d'eau radioactive seraient concernés.

Nouvelle du plus mauvais effet alors que le 1^{er} octobre, 4 tonnes d'eau de pluie radioactive s'étaient accidentellement répandues au sol, alors que des travailleurs la pompaient pour la transvaser dans une cuve vide (*Enerpresse 4/10/13*).

Autant profiter du typhon !

Tepeco avait garanti que les précautions avaient été prises pour faire face au typhon traversant le Japon le 16 septembre. Las, le 17 septembre, Tepeco déclarait que de l'eau radioactive avait coulé dans un fossé menant à la mer, fossé situé près des réservoirs. Un sérieux paquet de Becquerels a été mesuré dans le fossé par Tepeco pour qui « *la pluie a entraîné avec elle dans le fossé de la terre alentour souillée* ». Par ailleurs, quelque 1 100 tonnes d'eau de pluie « *faiblement radioactive* » brutalement accumulée lors du typhon près de la zone des réservoirs, a fait l'objet d'une chasse volontaire vers l'océan. Comme l'a dit benoîtement Tepeco après coup « *nous n'avons pas jugé nécessaire de mesurer le niveau de césium radioactif, car l'eau stockée dans les réservoirs au pied desquels s'est accumulée la pluie est en grande partie débarrassée de césium* ».

Finalement il y a du bon dans le typhon.

Des Shadocks débordés par la tâche

De fortes pluies étaient annoncées pour le 20 octobre. Tepeco avait prévu quelques 30 à 40 mm de hauteur de pluie. Finalement 100 mm étaient au rendez-vous. Et comme l'a dit Tepeco : « *nos pompes n'ont pas tenu le rythme* », avec comme conséquence des débordements d'eau radioactive affectant certains réservoirs. Une trentaine de pompes iront donc renforcer le bataillon de Shadocks affecté à la recirculation de l'eau de refroidissement des réacteurs.

Décontaminée l'eau des réservoirs ? Jusqu'à un certain point...

En fait, un système de décontamination de l'eau issue du refroidissement continu des réacteurs est en fonction depuis 2 ans. Mais il ne retient que les césiums radioactifs. Un système « APLS » conçu par Toshiba est censé enlever la soixantaine d'éléments radioactifs encore présents après le traitement des césiums. Un système qui laisse de côté la question du tritium ! C'est un rouage essentiel dans la stratégie de traitement des centaines de milliers de tonnes d'eau contaminée qui s'accumulent jour après jour dans les réservoirs.

Testé en mars 2013, l'APLS présente toujours de sérieuses difficultés de fonctionnement. Remise en service début octobre, la seule unité opérationnelle (sur les 3 de l'APLS) était arrêtée, début octobre, suite à un blocage par un morceau de caoutchouc. Elle semble refonctionner actuellement...

L'IAEA banaliserait volontiers Fukushima en gros accident industriel !

Une équipe d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique a fait une visite à Fukushima en octobre, afin de dispenser ses bons conseils pour nettoyer le site.

Les bons conseils de l'IAEA ? Rejeter le plus rapidement possible en mer tous ces effluents encombrant les centaines de réservoirs... une fois traités par les unités du système APLS. Option qui risque de mal passer, le moment venu, auprès de la population en général et des pêcheurs en particulier, qui vivent depuis plus de 2 ans les mensonges institutionnels et les excuses de Tepeco. Les mêmes qui ne peuvent qu'apprécier la remarque d'un des directeurs de l'IAEA participant à la visite : « *les rejets contrôlés constituent une pratique classique de l'industrie dans toutes les installations au monde* ». Brèche dans laquelle s'est engouffré illico Tepeco qui propose de diluer tout bonnement le tritium rescapé de la décontamination par l'APLS, avant le rejet en mer des effluents stockés dans les réservoirs... en respectant, évidemment dit-il, la limite autorisée pour le tritium.

Tepeco, englué à Fukushima, ne désespère pas de rebondir...

Le gouvernement a émis début décembre une première version d'une stratégie nationale en matière énergétique. Parallèlement à la montée en puissance des sources renouvelables de production d'électricité, le nucléaire doit constituer « *une source importante d'électricité de base* ». Ce qui conforte Tepeco dans sa volonté de redémarrer des réacteurs. La compagnie a ainsi déposé un dossier de relance auprès de l'Autorité de sûreté, fin septembre, pour 2 réacteurs qui avaient reçu un avis négatif de la préfecture. Parallèlement elle exploite depuis avril deux nouvelles unités au charbon (1 600 MW au total).

Un Tepeco qui d'une part envisage de réduire sa masse salariale en supprimant plus de 1000 emplois, tout en renforçant la sous-traitance, et d'autre part va bénéficier des largesses de l'Etat actionnaire qui prévoit la prise en charge (pour l'équivalent de 700 millions d'euros) d'un site de stockage des déchets issus de la décontamination de la région.

J.O. DE 2020 AU JAPON :
LA PISCINE OLYMPIQUE EST DÉJÀ CONSTRUITE À FUKUSHIMA



- On va peut-être réautoriser la combinaison pour les nageurs !

Les conséquences régionales de l'explosion de la centrale... de visu

Il est important d'avoir une idée de la réalité aujourd'hui. Tout d'abord, la zone de 5, puis 10, puis 20 km, n'est plus aussi géométrique puisque son contour a été heureusement adapté aux réalités des relevés de radiation. Jusqu'à plus de 30 km par endroits avec des spots de radioactivité en dehors, qui ont aussi été interdits.

Les environs de la centrale sur un axe partant vers le nord (en gros le sens du vent principal qui a dispersé les radioéléments) sont partagés en 3 catégories :

- **La zone rouge est fermée, gardée** dans un premier temps par la police, remplacée aujourd'hui par des portails métalliques fermés sur les routes et des agents de sécurité qui interdisent le passage. Cette zone n'est pas appelée à évoluer quant à son statut. Nous avons trouvé à un des barrages une radioactivité de 15 micro-sieverts. Nous avons discuté avec l'agent de sécurité qui gardait le poste. Je lui ai demandé s'il ne pensait pas que ça pouvait être dangereux comme travail, il a répondu peut-être que oui, mais peut-être que ça ira. Faut-il y voir une origine normande ou du fatalisme ? Toujours est-il que travaillant 8h sur 4 journées, puis une de repos et ainsi de suite, les 15 micro-sieverts/h correspondent à une irradiation (en déduisant les congés annuels) de plus de 30 milli-sieverts. Soit très au-dessus des normes (mêmes modifiées par le gouvernement japonais).
- **La zone orange est une zone où les habitants ont été déplacés, où ils peuvent se rendre dans la journée mais ne peuvent pas y dormir la nuit.** Comme les habitants, habitués à des grandes maisons de campagne, sont relogés dans des petits appartements (voir plus loin), beaucoup préfèrent, quitte à se faire irradier toute la journée, venir dans leur maison, voir leurs voisins... Dans cette zone, nous avons vu partout des salariés gratter le sol pour enlever la terre superficiellement. Ce sont des sous-traitants à un 3° ou 4° niveau qui les emploie, sous-traitants des plus grosses boîtes de BTP (SHIMIZU, ...). Les arbres trop près des maisons sont systématiquement abattus. Chaque commune a des zones de stockage pour les sacs de terre contaminée, nous en avons vu une qui devait faire plus d'un hectare avec des montagnes de sacs. Le devenir de cette terre n'est pas tranché, même si, comble de l'humour noir, certaines communes ont bouché les trous dans les digues avec ces sacs. Dans la commune d'Iitate, commune entièrement en zone orange ou rouge, nous avons relevé de 0,6 à 2 micro-sieverts suivant les endroits dans les endroits construits (une commune au Japon est le fruit de regroupement régulier de communes existantes pour garder une taille plus facile à gérer au niveau administratif, donc Iitate est constitué d'un certain nombre de plus ou moins gros villages).
- **La zone verte considérée comme sans danger.**

Les zones ont évolué au niveau dimensionnement en fonction des relevés de radiation.

Aujourd'hui, l'objectif du gouvernement est de faire revenir les habitants en zone orange.

A Iitate, nous avons discuté avec un postier qui nous a expliqué que le bureau de poste a rouvert fin 2012 en vue du retour des habitants. Il nous a précisé qu'en dehors du directeur du bureau, originaire d'Iitate, qui dirigeait déjà le bureau avant, lui et ses collègues ne travaillaient pas là (lui étant originaire de la ville de Fukushima à 30 km de là). Les services de NTT (Télécom) ont aussi rouvert.

C'est important d'avoir en tête qu'Iitate, à une vingtaine de km de la mer n'a pas souffert du tsunami et qu'aucune maison n'a été abîmée. C'est une zone de montagne et de verdure magnifique, et il n'y a que nos détecteurs qui nous rappellent la catastrophe qui s'est abattue ici.

Ce qui est compliqué pour la zone contaminée, c'est que c'est une zone rurale, dans laquelle l'agriculture était l'activité principale et que celle-ci est aujourd'hui inenvisageable pour longtemps.

Il semble que le gouvernement continuerait à fournir des aides, financières et alimentaires, aux habitants qui reviendront. Beaucoup des habitants âgés souhaitent revenir mais les jeunes ne reviendront pas.

Pas étonnant car cette région est morte et pour longtemps au niveau économique.

Une partie de la population de la région est partie dans le sud, Kyushu ou l'archipel d'Okinawa, entraînant d'ailleurs un boom immobilier à Okinawa (archipel à plus de 2 000 km de Tohoku). Inutile de préciser quelle catégorie sociale peut se permettre, après avoir fait une croix sur leur maison, de refaire leur vie ailleurs.

Une dernière précision, c'est que des hot-spots (lieux présentant des pics de radioactivité) ont été évacués en dehors de la zone, Date au nord d'Iitate par exemple. Date touche Fukushima City (290 000 habitants – 70 km de la centrale). Certains de ces spots sont très proches de Fukushima City.

Des pics ont aussi été relevés à Fukushima City et des voix se sont élevés pour qu'ils soient déclarés hot-spot.

Il n'y a pas eu de réponse car il est hors de question pour le gouvernement japonais de reconnaître qu'une ville de presque 300 000 habitants serait aussi contaminée ? De plus ça impliquerait de nouvelles indemnités en très grand nombre.

Interview de Takahashi-San et de Hino-San

(deux militants de Dentsu Roso, syndicat de NTT adhérent Zenrokyo)

E.Q-Y : Quel travail le syndicat a du mettre en place suite au tsunami ?

Takahashi-San : une des premières tâches a été d'avoir des informations sur nos adhérents. Comme il n'y avait plus de téléphone, plus de train, ça a été compliqué. Il nous a fallu une dizaine de jours pour savoir où ils en étaient pour la majorité d'entre eux.

Hino-San : Ensuite, nous avons organisé la solidarité, des militants (ATTAC, Zenrokyo) sont venus de tout le Japon pour aider à la réparation des maisons des militants quand c'était possible.

E.Q-Y : Nous sommes passés dans un village où nous avons vu une maison appartenant à une association qui a été réparée par les militants de Zenrokyo, comment ça s'est passé ?

Takahashi-San : Nous réparions une maison d'un adhérent et la femme qui s'occupe de l'association (c'est une association qui s'occupe de personnes âgées, leur sert de lieu de rencontre, leur fournit des services) est venue nous demander de les aider, ce que nous avons fait bien sûr.

E.Q-Y : Donc en fait vous avez aidé des adhérents, puis des sinistrés qui n'avaient pas de lien avec le syndicat ?

Takahashi-San : Oui, et ce n'était pas toujours simple car pour beaucoup de japonais, le syndicalisme ils ne connaissent pas.

Hino-San : Pour l'anecdote, comme il y a une mutuelle dont le nom ressemble à celui de Zenrokyo, une fois des gens qu'on aidait ont cru qu'on était envoyé par la mutuelle.

E.Q-Y : Quelles ont été les autres tâches des militants ?

Takahashi-San : Dans Zenrokyo, il y a 2 syndicats qui syndiquent les ouvriers des petites entreprises. Comme ce sont des syndicats nationaux, Zenkokuippan (2) et Zentoitsu (3), des militants sont venus de Tokyo pour essayer de trouver et d'aider leurs adhérents.

Ces syndicats syndiquent entre autres beaucoup de travailleurs immigrés (4) et là les tâches étaient particulières car ceux-ci ne sont pas toujours acceptés par la population japonaise.

Les militants ont même dû parfois chercher des lieux d'hébergement pour des immigrés rejetés par la population là où ils s'étaient présentés. Ces faits ont été très marginaux mais ça a existé.

Hino-San : Nous, notre vision du syndicalisme, c'est entre autres de porter notre vision de la solidarité au delà des intérêts particuliers, et bien sûr de combattre le racisme et les divisions entre les salariés dans nos entreprises mais aussi comme dans le cas du tsunami de porter nos valeurs à l'ensemble de la population.

E.Q-Y : Comment porter ces valeurs, est-ce que vous avez d'autres exemples concrets d'actions collectives de solidarité dans cette période difficile ?

Hino-San : Par exemple, Zentoitsu a contacté les autres syndicats de Zenrokyo pour créer un réseau qui s'appelle Nanachi no Sinsaikyundan (5). Ce réseau organisait des équipes pour aller dans les régions sinistrées amener de la nourriture, préparer des repas. Entre autres, il a ouvert à Minami-sanriku (ville particulièrement sinistrée dans la préfecture de Miyagi plus au nord que Fukushima) Sansa-café, un restaurant pour les habitants. Ce restaurant a été ouvert suite à une collecte chez les militants de Zenrokyo. Il faut savoir que Minami-Sanriku a été quasiment détruit. Ces équipes comportaient des militants mélangés des différents syndicats de Zenrokyo.

(1) : *c'est une association dirigée par une femme qui s'occupe de personnes âgées, leur sert de lieu de rencontre, leur fournit des services*

(2) : *Zenkokuippan créée en 1954 est une fédération de petits syndicats de PME*

(3) : *Zentoitsu créé en 1970, syndique directement des salariés de TP ou de PME qui sont isolés*

(4) : *En 2001, lors de mon séjour au Japon, à l'invitation de Zenrokyo et Zenyusei (syndicat de postiers), j'avais rencontré entre autres à Osaka des syndiqués étrangers et des syndiqués de petites boîtes alors que Rengo, le gros syndicat japonais (plus de 6,5 millions d'adhérents) ne syndique quasiment que les salariés des grosses entreprises, et peu les petites boîtes de sous-traitance, où les salaires sont plusieurs fois plus faibles. Il ne syndique quasiment pas d'immigrés.*

A Osaka, par exemple, j'avais rencontré un syndicat d'enseignant de Zenrokyo, qui avait attaqué le Consulat de France, qui contrôlait un lycée où les professeurs étaient journaliers, licenciés d'un jour à l'autre sans aucune règle.

Le syndicat a gagné et Zenrokyo était devenu populaire chez les enseignants d'origine étrangère car aucun syndicat ne s'était jamais occupé de leur sort et de leurs droits.

(5) : *réseau de soutien aux personnes déplacées sans rapport avec une appartenance syndicale.*